

La Bretagne en crise a besoin d'aiguillons

J'ai amorcé la semaine dernière une analyse-réflexion sur le phénomène du parti unique que subit actuellement l'hexagone, de l'État aux collectivités locales. Merci à tous ceux qui ont témoigné leur intérêt et complété l'analyse. Plus de quarante ans d'études électorales et de travaux sur la géographie politique de la Bretagne m'ont apporté une certaine connaissance du sujet, complétée par autant d'années de présence sur le terrain. De ce fait, les résultats du premier tour des élections régionales ne m'ont pas surpris. Ma réflexion les avait même largement anticipés. Les événements de la semaine justifient à nouveau une démarche qui allie l'analyse des faits politiques puis la réaction publique du citoyen actif, qui n'engage que lui-même mais peut concerner les autres.

D'abord quelques constats :

Pour la première fois, la Bretagne a perdu son centre, victime d'une bipolarisation de plus en plus forte. Ou plutôt son centre réformiste a glissé à gauche tant l'UMP est à présent perçue comme très à droite. Son centre est désormais incarné par le courant socialiste, qui, sans brio particulier, bénéficie de son positionnement réformiste consensuel. Le Drian, nouveau Pléven ? Le glissement à gauche, continu depuis 30 ans, est tel que l'extrême gauche totalise moitié plus de voix que le Modem. La coupure droite-gauche n'est pas un alignement sur la politique française, puisque la Bretagne est beaucoup plus à gauche que la moyenne et que l'extrême droite est la plus faible de France, après la Corse.

Un système bloqué

En bonne partie en raison de la loi électorale largement majoritaire et de seuils ajoutés par les pouvoirs centraux successifs, de gauche ou surtout de droite, le pouvoir émane à tous les niveaux de partis dominants, qui disposent souvent de la majorité absolue. Les alliés n'ont donc qu'un poids et un rôle limités. La présidentialisation du régime pousse le système jusqu'à la caricature en conduisant à l'intervention du pouvoir exécutif dans la composition des listes régionales et dans les investitures départementales. C'est un peu moins vrai à gauche (faute de leader incontesté) : les dirigeants interviennent aussi, mais s'appuient généralement sur des chefs locaux. On pourrait imaginer de grands partis de masse, à la suédoise, au fonctionnement transparent, dans lesquels une large majorité des adhérents ne dépendrait pas de son parti pour son revenu ou son emploi. Du fait de la professionnalisation de la politique et de la politisation d'une partie des embauches du secteur public, ce n'est pas le cas en France, ni centralement, ni localement. Les débats et les votes n'offrent donc ni transparence ni garantie d'équité : une expression trop discordante, trop indépendante serait une certitude de marginalisation rapide, politique et donc professionnelle alors que l'emploi est rare.

Bipartisme, monopartisme de fait

L'expression d'idées nouvelles et d'aspirations au changement ne peut venir que d'une représentation politique diversifiée, avec des formations où la masse des adhérents serait prédominante. C'est particulièrement vrai au niveau de la Bretagne administrée, où un

parti qui représente moins du tiers des exprimés du premier tour (moins de 1/6 du corps électoral) va obtenir la majorité absolue : plus de 45 sièges sur 83, plus de 60 avec ses alliés. Malgré une tête de liste de valeur, la droite locale est discréditée aux yeux-mêmes de ses électeurs par les ingérences centrales et par le ressenti de la politique générale qui marginalise une bonne partie des Bretons. Elle n'obtiendra qu'un quart des sièges.

Près du tiers des électeurs du premier tour ne sont plus représentés et ne le seront donc pas dans l'assemblée régionale. Pour aller plus loin, il y avait obligation de se regrouper et l'on peut regretter – pour une représentation pluraliste – que l'union qui s'est réalisée autour de la liste "écolo-fédéraliste" n'ait pas été encore plus large : les programmes d'autres listes étaient tout à fait compatibles. La seule ouverture aux questions cruciales de la Bretagne d'aujourd'hui ne pouvait venir que de forces que le mode de scrutin tend habituellement à marginaliser, à condition qu'elles se rassemblent.

Pas de diversité culturelle sans pluralisme politique

De fait, *Europe-Écologie-Bretagne* (EEB) est un vrai rassemblement citoyen, avec des adhérents à des partis différents et surtout avec une pléiade d'associatifs venus de la société civile avec leur sensibilité et leur expérience propres. Il n'y a pas de hiérarchie interne, pas de leader (d'où aussi quelques problèmes organisationnels !) mais une volonté de travailler en commun. L'élaboration d'un programme de 126 pages a été totalement participative. Rien n'a été imposé de l'extérieur. Ce n'est pas parfait, "nickel", mais un début de synthèse, une mine d'idées et de pistes pour sortir la Bretagne de l'ornière. Avec l'aide du *net*, chacun peut la consulter et y trouver nombre de propositions pour la langue bretonne, pour une Bretagne autonome et réunifiée dans une France fédérale. Les compétences et les moyens actuels de l'institution régionale ne suffisent plus à faire face à la situation et à répondre aux problèmes de l'heure. On ne peut plus se contenter du cadre étrié d'une région "à minima". C'est aussi ce sentiment d'impuissance qui conduit à la montée de l'abstention.

Concernant la réunification, on ne saurait reprocher à EEB les timidités d'*Europe Écologie Pays de la Loire*, issues d'un rapport de force local différent. Bien que Europe Écologie PDL soit associée à Auxiette au second tour, un accord a cependant été paraphé entre *Europe-Écologie-Bretagne* et son homologue des Pays de Loire pour que chaque groupe EE continue de son côté à agir pour la réunification au sein des deux futures assemblées.

On sait que la liste Le Drian va gagner, mais, plus la troisième liste aura d'élus, plus les commissions travailleront et sauront prendre des initiatives. Il faut que les Bretons, mobilisés en masse par la Région, réclament directement à l'État les compétences dont ils ont besoin au titre du droit à l'expérimentation. Au moment où une réforme catastrophique doit lui retirer sa fiscalité propre et sa compétence générale, la Bretagne a besoin de dire fermement ce qu'elle veut.

Cette dynamique ne viendra ni d'un parti contrôlé d'en haut, ni d'un autre parti obsédé et aspiré par le pouvoir présidentiel et par les écuries qui y prétendent. L'électeur-citoyen est donc investi d'une lourde responsabilité : faire vivre l'assemblée régionale en y envoyant des élus divers et libres, ou sombrer dans l'immobilisme du parti unique, un privilège français. L'institution régionale n'y survivrait sans doute pas.

Face à cela, les Bretons conscients peuvent choisir la politique du pire (renforcer le monopartisme, fut-ce par l'abstention) ou rapprocher la représentation du pays réel et exprimer ainsi une volonté de développement du pouvoir régional et de la Bretagne.

Jean-Jacques Monnier